

Bras de fer entre le théâtre Toursky et la mairie de Marseille sur la question des subventions



Richard Martin, ici en 2009 à l'occasion d'une manifestation contre une précédente baisse des subventions à son théâtre. PIERRE VERDY / AFP

Le directeur de l'établissement, Richard Martin, a entamé une grève de la faim pour dénoncer la politique municipale. La ville pointe le manque de transparence de ses comptes.

[Philippe Caubère](#), [Clémentine Célarié](#) ou encore [Christophe Alévêque](#) s'en sont publiquement émus. Depuis le 7 février, Richard Martin, directeur du **théâtre Toursky**, a entamé une grève de la faim pour protester contre une baisse de ses subventions. La mairie de Marseille a raboté 80.000 euros et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur 15.000 euros. Mais sur les quais du Vieux-Ports, le silence règne. Aucun élu de la majorité de gauche ou de l'opposition n'a pris position publiquement. D'Akhenaton à Soprano, en passant par Jul, Robin Renucci (patron de La Criée), Robert Guédiguian ou Cédric Jimenez, les personnalités marseillaises de la culture se taisent. Même discrétion du côté des journaux. *La Marseillaise*, *La Provence* et même le site d'investigation *Marsactu* suivent le combat de Richard Martin avec un ton des plus mesurés.

Il y a pourtant beaucoup à dire si on en croit Françoise Delvalée, administratrice du théâtre. «*Richard Martin entre dans son treizième jour de grève. Il est affaibli*, explique-t-elle au *Figaro*. *Normalement, il se repose sur un lit dans le hall pour que les passants le voient mais il a fait un peu froid donc il dort dans son bureau.*» Vendredi, Jean-Marc Coppola adjoint (PCF) à la Culture de Marseille est venu au théâtre et a passé 45 minutes en tête à tête avec Richard Martin. De cet élu communiste devenu sa bête noire, Richard Martin disait avec lyrisme, il y a encore quinze jours : «*Il était comme un frère, je l'aimais!*»

Pour [Jean-Marc Coppola](#) qui a publié une lettre ouverte sur son compte Facebook, il n'est pas raisonnable à 79 ans de faire une grève de la faim pour une somme qui représente une infime partie des subventions publiques reçues par le théâtre. L'élu réclame une plus grande transparence sur les comptes. Il veut également s'assurer que la succession à la tête du théâtre est prévue. Une question que *Marsactu* soulève à sa manière en expliquant que «*ce qui se joue là, au final, c'est la potentielle succession du vieux souverain dans ce royaume sur lequel il règne avec sa folie douce et son amour de la poésie depuis 52*



ans».

«Face à Jean-Marc Coppola, Richard n'a rien cédé, raconte, admirative, Françoise Delvalée. C'est sa quatrième grève de la faim depuis qu'il a créé ce théâtre en 1970 dans le quartier chaud de Saint-Mauront. . En 1981, il s'est battu contre Valéry Giscard d'Estaing car déjà, il n'avait pas assez d'aides. Quand François Mitterrand a été élu, Jack Lang ministre de la Culture nous a accordé la première aide du ministère. En 2009, la Drac a voulu nous supprimer 45.000 euros, Richard s'est suspendu dans une nacelle au-dessus de la façade du théâtre. Enfin en 2019, il s'est fâché avec Jean-Claude Gaudin car nous n'avons jamais reçu de subventions pour l'ouverture de notre seconde salle, l'espace Léo-Ferré qui accueille 200 jours par an des petites compagnies et des artistes émergents. »

Pour comprendre le nouveau bras de fer entre la direction du théâtre, la mairie et la région, la lecture des comptes du théâtre est instructive. De 2006 à 2021, la ville de Marseille, de loin son plus important financier, versait 1,3 million d'euros. Cette somme a été ramenée à 1,03 million d'euros en 2023. De son côté, la région verse 220.000 euros, le département 210.000 euros et 86.000 euros sont perçus de la Drac, donc l'État. À ces subventions qui représentent 75% du budget de 2 millions d'euros du théâtre s'ajoute une autre aide clé : depuis Gaston Defferre, le théâtre paye à la mairie de Marseille, propriétaire des murs, un loyer symbolique de 262 euros par an. *«Si nous devons louer l'espace aux tarifs du marché, le loyer serait de 76.000 euros par an»*, estime Jean-Marc Coppola. L'adjoint à la Culture signale au passage que les gérants du théâtre occupent les lieux «sans titre» depuis 2014. *«Par souci d'apaisement, nous proposons de signer une convention d'occupation temporaire »*, explique l'élu.

Pour faire face aux fermetures pendant l'épidémie de covid, le théâtre a reçu une aide conséquente de 549.000 euros de la part de l'État. *«L'aide financière de l'État a permis de maintenir les salaires, les primes de fin d'année et la trentaine de postes salariés, détaille, Françoise Delvalée. Nous ne voulions pas ajouter à l'angoisse sanitaire, l'angoisse financière.»*

Mais en 2022, la mairie a estimé que le théâtre avait déjà beaucoup été aidé. À Marseille, la priorité, ce sont les écoles et les transports. L'adjoint à la Culture considère aussi que le théâtre s'est constitué un petit matelas de secours de 50.000 à 60 000 euros par an en renonçant à son festival russe en 2020 et en 2021 en raison du covid, puis en 2022 et 2023 à cause de l'invasion en Ukraine.

L'administrative du théâtre a évidemment une autre analyse . *«En plus de la baisse de 80.000 euros, la mairie a aussi refusé de nous donner une subvention pour l'espace Léo-Ferré, or si j'ai moins de moyens pour recevoir les petites compagnies, celles-ci sont indirectement pénalisées»* , se fâche son administratrice. Après de la région, elle a obtenu gain de cause. *«Cet hiver, ils comptaient nous réduire leur subvention de 60.000 euros mais après discussion, nous avons récupéré 45.000 euros et donc seulement perdu 15.000 .»*

La situation de la trésorerie du théâtre serait dramatique affirme Françoise Delvalée. À la sortie de la pandémie, le public a tardé à pousser la porte du théâtre. Selon elle, la crise économique a amplifié la désaffection. *«À Marseille, les gens se déplacent en voiture, juge-t-elle . Avec la hausse du prix du pétrole, nos spectateurs ont préféré garder leur essence pour aller travailler.»* Les recettes de billetterie accusent une baisse de 10% par rapport à 2019. *«Il a fallu beaucoup investir en communication et cet hiver a été dur entre l'inflation et la facture d'énergie qui a doublé»*, dit-elle. Les comptes du théâtre seront publiés en mai mais, dès novembre, le commissaire aux comptes a alerté sur un déficit de 150.000 à 200.000 euros. Un plan de redressement a été acté. Agacé, Jean-Marc Coppola doute, lui, qu'une *«baisse de seulement 80.000 euros puisse entraîner quatre licenciements. Tout cela est excessif et disproportionné.»*

Pour parfaire le tout, Françoise Delvalée assure que la baisse des subventions trouve son origine dans l'engagement politique de Richard Martin aux dernières municipales. En 2020, le directeur du théâtre s'était présenté sur les listes du LR dissident Bruno Gilles. La guerre de succession de Jean-Claude Gaudin à droite s'était conclue par la victoire d'une majorité PS-EELV-PC-LFI. *«Il n'y a aucune vengeance politique, aucune trahison, balaie Jean-Marc Coppola d'un revers de la main .*

Tout cela c'est n'importe quoi. Je demande simplement à Richard Martin de ne pas se mettre en danger et d'accepter la concertation que nous n'avons jamais cessé de lui proposer.»